



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction Départementale des Territoires
et de la Mer de la Charente-Maritime
Direction Départementales des Territoires
des Deux-Sèvres

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Prairies humides » du territoire Marais poitevin PC_MAPO_PH01¹

Campagne 2015

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les prairies naturelles du Marais poitevin sont l'un des principaux supports de biodiversité de la zone humide. La mesure « PC_MAPO_PH01 » vise à maintenir les surfaces en prairies du Marais poitevin et à encourager leur gestion extensive. Elle vise également à éviter le piétinement des prairies durant la période hivernale la plus sensible, entraînant une dégradation du cortège floristique prairial.

La mesure s'adresse aux exploitations d'élevage dont les prairies sont soumises à un risque d'abandon ou d'intensification.

2. MONTANT DE LA MESURE

L'engagement dans la mesure est pluriannuel et a une durée de 5 ans. En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, une annuité de 151,26 € par hectare engagé vous sera versée pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est éligible dans la limite du plafond par exploitation et par année fixé au niveau régional par chaque financeur national.

L'annuité correspondante à l'engagement dans les mesures « PC-MAPO_PH01 » est plafonnée à 7500 € / ha.

En cas de GAEC, ce plafond est multiplié par le nombre d'associés du groupement au 15 juin 2015 dans la limite de 3 associés.

Le plafond annuel de 7500 € n'est pas applicable aux entités collectives.

Ce plafond est indépendant de celui applicable aux MAEC des Pays de la Loire.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et doivent être respectées durant tout le contrat, sauf indication particulière. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions générales d'éligibilité aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 consultable sur le site des services de l'État en Charente-Maritime², vous devez respecter les 4 conditions spécifiques à la mesure « PC_MAPO_PH01 ».

¹ Cette mesure mobilise les opérations HERBE_11 ;13

² <http://www.charente-maritime.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Agriculture/Les-aides-de-la-PAC/Mesures-agroenvironnementales-et-climatiques>

- Respecter une part minimale de surface en prairies et pâturages permanents de 5 % de la SAU de votre exploitation corrigée par la méthode du prorata (voir point 6.3). Les prairies et pâturages permanents sont les surfaces sur lesquelles un couvert herbacé prédominant est présent depuis 5 années révolues ou plus (c'est-à-dire à partir de la 6e déclaration PAC en couvert herbacé) et les surfaces pastorales.
- Respecter un taux de chargement minimum de 0,3 UGB/ha sur les prairies à l'échelle de votre exploitation (cf. paragraphe 6.2.1).
- Engager au minimum 80 % des surfaces en prairies et pâturages permanents éligibles de votre exploitation dans au moins une des mesures suivantes : PC_MAPO_PH01, PC_MAPO_PH02, PC_MAPO_BA01, PC_MAPO_BA02, PC_MAPO_RA01, PL_MAPO_PH1A, PL_MAPO_PH2A, PL_MAPO_BA3A, PL_MAPO_BA3B, PL_MAPO_RA3A et les MAEC herbagères des Marais charentais.
Les près salés éligibles aux mesures mizottes (PC_MAPO_Ml01 et PL_MAPO_Ml2A) et les prairies éligibles à la mesure prairies de coteaux (PC_MAPO_CO01 et PL_MAPO_HE1A) ne sont pas éligibles à l'opération HERBE_13 et ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce taux minimum d'engagement.
Ce taux est calculé sur la base des surfaces présentes dans votre déclaration PAC lors de votre première année d'engagement.
- Les prairies permanentes humides engagées durant la campagne 2015 dans l'une des MAET suivantes (PC ou PL_MAPO_HE1 ; HE2 ; HE3 ; HE4 ; RA et BA) sont comptées pour atteindre ce taux de 80%.
Les surfaces couvertes par des baux précaires³ peuvent être exclues des surfaces éligibles à la demande des exploitants et sur fourniture de justificatifs écrits (les baux verbaux ne sont pas considérés comme des baux précaires).
Une dérogation au taux de 80 % peut être accordée lorsque le montant de l'engagement est limité en application du deuxième alinéa du §2.
- Ne pas avoir engagé votre exploitation dans une mesure système.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Sont éligibles la mesure « PC_MAPO_PH01 » les prairies et pâturages permanents de l'exploitation, situées dans le territoire du PAEC Marais poitevin, localisés dans la zone humide délimitée par le Forum des marais atlantiques en 1999 à l'exclusion des prés salés, et non drainées par des drains enterrés fonctionnels, quel que soit leur mode d'exploitation (fauche, pâturage ou utilisation mixte). Sont également éligibles à la mesure « PC_MAPO_PH01 » les prairies situées dans le périmètre du PAEC du Marais poitevin, en dehors de la zone humide et identifiées comme des prairies humides lors du diagnostic initial visé au §6.6.

Peuvent également être engagés dans la mesure « PC_MAPO_PH01 » les éléments topographiques visés par le plan de gestion visé au §6.6, présents ou adjacents à ces surfaces.

Les surfaces comptabilisées sur les terres arables au titre des surfaces d'intérêt écologique (SIE) dans le cadre du paiement vert ne sont pas éligibles.

Les exploitations déjà engagées dans une MAEC système ne peuvent pas engager de surfaces en PC_MAPO_PH01.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Des critères environnementaux permettent de hiérarchiser les demandes d'engagement dans cette mesure afin d'établir un ordre de priorité entre les dossiers présentés sur le territoire. Dans le cas d'une absence de proposition par l'opérateur de critères de sélection des dossiers individuels, la Région mettra en place une grille de priorisation qui reposera sur les critères environnementaux suivants :

- Le degré d'exigence des mesures,
- Le taux de SAU de l'exploitation engagée dans les MAEC,
- La combinaison de MAEC et d'autres outils environnementaux.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

³ La mise à disposition précaire de foncier agricole constitue une dérogation au statut du fermage ; les conditions de cette dérogation sont codifiées au code rural et de la pêche maritime ; la mise à disposition de foncier non conforme au droit peut être requalifiée.

L'ensemble des obligations liées à votre engagement doit être respecté pendant 5 ans conformément aux dispositions de la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 consultable sur le site des services de l'État en Charente-Maritime.

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année du constat (l'anomalie est dite réversible). Une anomalie est dite définitive lorsque ses conséquences dépassent la seule année du manquement. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation en défaut (anomalie principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale). Dans certains cas d'anomalie, l'organisme payeur (Agence de Services et de Paiement) peut exiger le reversement de toutes les aides versées. Pour plus d'informations sur le régime de sanctions reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 consultable sur le site des services de l'État en Charente-Maritime.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « PC_MAPO_PH01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Interdiction du retournement des surfaces engagées.	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Respecter la fertilisation azotée maximale de 50 unités d'azote (hors restitution au pâturage).	Sur place : documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter pour chaque élément engagé un taux de chargement moyen annuel maximum de 1,4 UGB/ha sur la durée de pâturage autorisée, soit 11 mois (méthode de calcul du chargement moyen en points 6.2.2)	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Absence de pâturage et de fauche entre le 1 ^{er} janvier et le 31 janvier.	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction du nombre de jours de pâturage pendant la période interdite / nombre de jours que comporte la période d'interdiction de pâturage
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés contre les chardons, les rumex et les ronces.	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires Documentaire : sur la base du cahier	Définitif	Principale	Totale

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
		d'enregistrement des interventions			
<p>En cas de fauche, respecter la période d'interdiction de fauche et de toute autre intervention mécanique sur la surface totale engagée dans les mesures PC_MAPO_PH02 ou PL_MAPO_PH2A.</p> <p>Interdiction sur 100 % de la surface engagée avant le 21 mai et interdiction sur au moins 75 % de la surface totale engagée à l'échelle de l'exploitation avant le 1^{er} juin.</p>	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
<p>Enregistrement des interventions (cf. §6.5)</p> <p>(si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)</p>	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements, y compris sur la fertilisation	<p>Réversible aux premier et deuxième constats.</p> <p>Définitif au troisième constat.</p>	Secondaire	Totale
<p>Faire établir, un plan de gestion sur les parcelles engagées incluant un diagnostic initial des surfaces (voir point 6.6)</p> <p>Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1^{er} juillet 2015 et pourra être ajusté par les structures agréées au cours des 5 ans d'engagement.</p>	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion sur les surfaces engagées.	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1. Définition des surfaces admissibles :

Les surfaces en prairies et pâturages permanents admissibles sont corrigées par la méthode du prorata. (Option 1 : les surfaces admissibles résultent de l'application du prorata 1er pilier)

6.2. Les modalités de calcul du chargement

6.2.1. Le taux de chargement moyen sur les prairies à l'échelle de l'exploitation est le rapport entre les animaux herbivores de l'exploitation calculés selon la méthode décrite au 6.2.3. et la surface en herbe calculée selon la méthode

décrite au 6.4.

6.2.2. Le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre la somme des animaux herbivores (voir point 6.2.3) pâturent sur la parcelle, multipliée par le nombre de jours de pâture et la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâture autorisée.

6.2.3. Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant l'année civile précédente. Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant déjà mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis mère = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres ayant déjà mis bas ou caprins de plus d'1 an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre mère = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus de 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHE	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Pour les herbivores autres que bovins, les animaux doivent être présents sur l'exploitation pendant une durée de 30 jours consécutifs, incluant le 31 mars de l'année en cours. Le nombre correspondant doit être déclaré chaque année sur le formulaire de déclaration des effectifs animaux du dossier PAC.

6.3. La Surface Agricole Utile (SAU)

La SAU comprend toutes les surfaces déclarées dans le dossier PAC sauf :

- les surfaces déclarées en prairie permanente mais rendues non admissibles par la méthode du prorata ;
- les surfaces non agricoles de type bâtiments, chemins d'exploitation, routes et surfaces aménagées ;
- les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci ne sont pas admissibles ;
- les éléments naturels non compris dans les éléments topographiques (ex : marais salants...)

6.4. La surface en herbe

Les surfaces en herbe pour le calcul du chargement comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles.

6.5. La tenue du cahier d'enregistrement des interventions

Le cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

L'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées :

- l'identification de chacune des parcelles engagées (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces),
- les modalités d'utilisation de chacune des parcelles engagées (dates d'entrée et de sortie des animaux, nombre d'animaux et UGB correspondantes, dates de fauche),
- les modalités d'entretien des éléments selon les prescriptions de saisie du plan de gestion (exemple : matériel utilisé, dates d'interventions)

L'enregistrement devra également porter, sur le même document ou via le cahier de fertilisation, sur les pratiques de

fertilisation des surfaces (localisation, dates, quantité, produit).

6.6. Le plan de gestion simplifié

Le plan de gestion simplifié est établi par la Chambre départementale d'agriculture et le Parc Naturel Régional du Marais Poitevin, sur la base d'un diagnostic initial des surfaces. Il présente les obligations à respecter au cours de la durée d'engagement. Ces obligations sont présentées sous forme d'un tableau, où vous indiquerez les interventions réalisées. Ce tableau servira de base d'enregistrement des pratiques et donc de document de contrôle. Ce plan de gestion doit être établi de préférence avant le dépôt de votre demande d'engagement et dans tous les cas au plus tard le 1^{er} juillet 2015.

Coordonnées de l'opérateur du projet « MAEC Marais poitevin » :

Établissement Public du Marais Poitevin

1, Rue Richelieu

85400 Luçon

Tel : 02.51.56.56.20

julie.bertrand@epmp-marais-poitevin.fr

Coordonnées des animateurs du projet « MAEC Marais Poitevin » :

Chambre départementale d'agriculture

2 avenue de Fétilly

CS 85074

17074 LA ROCHELLE CEDEX 9

Tel : 05.46.50.45.00

sebastien.meriau@charente-maritime.chambagri.fr

Parc Naturel Régional du Marais poitevin

2, Rue de l'église

79510 Coulon

Tel : 05.49.35.15.20

l.chaigneau@parc-marais-poitevin.fr